



CHAPITRE 138

Loi concernant Les commissaires d'écoles
pour la municipalité du village de
Mont-Joli

[Sanctionnée le 15 décembre 1955]

CHAPTER 138

An Act respecting The school commis-
sioners for the municipality of the
village of Mont-Joli

[Assented to, the 15th of December, 1955]

Préam-
bule.

ATTENDU que Les commissaires d'éco-
les pour la municipalité du village
de Mont-Joli, dans le comté de Matane,
ont, par leur pétition, représenté que leurs
revenus sont insuffisants pour rencontrer
les exigences créées par les rapides déve-
loppements survenus dans les limites de
leur municipalité et par l'accroissement
des besoins scolaires;

Attendu qu'il est devenu nécessaire
d'augmenter les revenus de ladite corpo-
ration;

Attendu qu'il est à propos de faire droit
à la demande contenue dans ladite péti-
tion;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du
consentement du Conseil législatif et de
l'Assemblée législative de Québec, décrète
ce qui suit:

Taxe
d'éduca-
tion au-
torisée.

1. Les commissaires d'écoles pour la
municipalité du village de Mont-Joli,
dans le comté de Matane, sont autorisés
à imposer et prélever, par résolution, à
compter du 1er mai 1956 inclusivement,
en sus de toute autre taxe, une taxe spé-
ciale de un pour cent, dite taxe d'éduca-
tion, de même nature et conforme aux
dispositions de la Loi de l'impôt sur la
vente en détail (Statuts refondus, 1941,
chapitre 88, et ses amendements), sur le
prix de vente ou d'achat en détail de tous
biens meubles, effets mobiliers, marchan-
dises et articles de commerce quelconques

WHEREAS The school commissioners **Preamble.**
for the municipality of the village
of Mont-Joli, in the county of Matane,
have, by their petition, represented that
their revenues are inadequate to meet the
requirements brought about by the rapid
developments that have occurred within
the limits of their municipality and by
the growth of the school needs;

Whereas it has become necessary to
increase the revenues of the said corpo-
ration;

Whereas it is expedient to grant the
prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice
and consent of the Legislative Council and
of the Legislative Assembly of Quebec,
enacts as follows:

1. The school commissioners for the **Education**
municipality of the village of Mont-Joli, **tax au-**
in the county of Matane, may, by reso-
lution, impose and levy, from the first of
May, 1956 inclusive, in addition to any
other tax, a special tax of one per cent,
called education tax, of the same nature
and in accordance with the provisions of
the Retail Sales Tax Act (Revised Stat-
utes, 1941, chapter 88, and its amend-
ments), on the retail sale or purchase price
of any moveables, moveable effects, mer-
chandise and any article of trade whatso-
ever, including gas and electricity used for

y compris le gaz et l'électricité utilisée pour l'éclairage, la force motrice ou la chaleur et le service de téléphone, vendus ou achetés dans les limites actuelles de la municipalité du village de Mont-Joli, dans le comté de Matane ou dans tout autre territoire qui pourrait être annexé à la commission scolaire.

lighting, power or heating, and telephone service sold or purchased within the actual limits of the municipality of the village of Mont-Joli, in the county of Matane or in any other territory that may be annexed to the school board.

Mode de perception, etc.

2. Ladite taxe est prélevée et perçue en même temps, de la même manière, aux mêmes conditions et avec les mêmes exemptions et les mêmes sanctions que la taxe perçue en vertu de l'article 4 dudit chapitre 88, des Statuts refondus de 1941, et ses amendements.

2. The said tax shall be levied and collected at the same time, in the same way, upon the same conditions and with the same exemptions and sanctions as the tax collected under section 4 of the said chapter 88, of the Revised Statutes, 1941, and its amendments.

Conventions autorisées.

3. Les commissaires d'écoles sont autorisés à faire des conventions avec le ministre des finances de la province pour la perception de la taxe dont l'imposition est permise par la présente loi.

3. The school commissioners are authorized to make agreements with the Minister of Finance of the Province for the collection of the tax the imposition of which is authorized by this act.

Stipulations.

Ces conventions peuvent stipuler qu'il sera permis au secrétaire-trésorier des commissaires d'écoles d'examiner tous rapports ou états fournis en vertu des dispositions de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88, et ses amendements).

Such agreements may stipulate that the secretary-treasurer of the school commissioners shall be permitted to examine all reports or statements furnished under the provisions of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88, and its amendments).

Droits transférés.

Ces conventions pourront autoriser le ministre des finances de la province à exercer tous les droits des commissaires d'écoles concernant la perception de la taxe d'éducation et les poursuites pour infraction à la présente loi.

Such agreements may authorize the Minister of Finance of the Province to exercise all the rights of the school commissioners respecting the collection of the education tax and proceedings for infringement of this act.

Dispositions applicables.

4. L'article 28 du chapitre 88, des Statuts refondus, 1941, et ses amendements (Loi de l'impôt sur la vente en détail), est déclaré applicable à la taxe d'éducation imposée par les commissaires d'écoles en vertu de la présente loi, *mutatis mutandis*.

4. Section 28 of chapter 88, of the Revised Statutes, 1941, and its amendments (Retail Sales Tax Act), is declared applicable to the education tax imposed by the school commissioners under this act, *mutatis mutandis*.

Entrée en vigueur.

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

5. This act shall come into force on the day of its sanction.